



«Le PS ne peut pas retourner ainsi sa veste»

GENÈVE Le député socialiste Romain de Sainte Marie fustige l'attitude du comité directeur de son parti, qui a fait volte-face sur l'accord négocié avec la droite sur la réforme cantonale de l'imposition des entreprises. Selon lui, le PS a tout à y perdre

PROPOS RECUEILLIS
PAR LAURE LUGON ZUGRAVU

@LaureLugon

Le Parti socialiste genevois ne sait plus sur quel pied danser. Alors que son comité directeur avait, en janvier, accepté le compromis négocié avec la droite par ses délégués sur le volet cantonal de la réforme fiscale des entreprises et qu'une assemblée générale l'avait validé, la direction a fait volte-face la semaine dernière. Et une assemblée générale de nouveau se positionner le 12 mars prochain. Ces tergiversations font hurler la droite et risquent de compromettre la réforme cantonale qui, sans un large front politique, pourrait échouer devant le peuple. Colère du député socialiste Romain de Sainte Marie, artisan de l'accord.

Mercredi, dans «Le Courrier», le député Christian Dandré flingue votre accord. C'est la guerre au PS? Je ne dirais pas la guerre, car il n'y a pas d'opposition de personnes, mais d'idées. Nous ne sommes pas d'accord où mettre le curseur sur cette réforme.

Vous aviez convaincu le comité directeur et l'assemblée générale, et vous voilà en train d'échouer sur la ligne d'arrivée. Avez-vous sous-estimé l'aile idéologique de votre parti? Peut-être. Ce qui me fâche, c'est l'attitude du comité directeur: quand on s'en-

gage sur un accord, on n'est plus seul et on ne peut pas faire machine arrière. Sur le fond, cela met en péril l'équilibre de la réforme. En faisant volte-face, on risque d'ouvrir une guerre fiscale aux conséquences plus dramatiques en matière de pertes fiscales, vu la majorité de droite au parlement.

Vous vivez cela comme un camouflet personnel? Non, mais les arguments fallacieux m'irritent. Cela fait cinq ans que je négocie cette réforme. Avec RIE III, j'ai tiré la prise, car les mesures sociales compensatoires étaient ridicules et le taux trop bas. Alors que l'accord actuel propose des compensations précises qui atteignent 200 millions de francs et une baisse des pertes fiscales. Ce scénario n'a rien à voir avec le précédent.

INTERVIEW

Selon vos détracteurs, votre compromis n'est pas un paquet ficelé... D'un point de vue juridique, c'est vrai, mais d'un point de vue politique, ce paquet est ficelé. Ne pas voter simultanément cette réforme, c'est le meilleur moyen de la faire sauter. Cet accord est un bon compromis, et non une compromission.

Le compromis n'affaiblit-il pas votre initiative pour plafonner les primes à 10% du revenu? Non, car les électeurs socialistes auront le choix. Si l'initiative est plus compréhensible que le contre-projet, ce dernier augmentera cependant drastiquement le nombre de bénéficiaires de subsides d'assurance maladie.

La droite, se sentant trahie, dit ne plus vouloir négocier avec le PS. Cela vous inquiète-t-il? C'est le moins qu'on puisse dire. Comme député, avoir une assemblée générale qui valide votre travail, puis se payer le grand frisson parce que le comité directeur fait volte-face,

c'est difficile à encaisser. Si le compromis est refusé le 12 mars, j'aurai l'impression de ne plus servir à rien au Grand Conseil, avec l'étiquette «pas fiable» collée au front. Qu'une assemblée générale désavoue ses députés parce qu'elle estime qu'ils ont fait du mauvais travail ne me dérange pas. Que le comité directeur change de position m'afflige. Le PS ne peut pas retourner ainsi sa veste. Question de crédibilité.

Le PS genevois est contre la réforme fédérale de la fiscalité et le financement de l'AVS (RFFA), alors que le PS suisse y est favorable. Encore un message brouillé de Genève? C'est le jeu de la démocratie interne. J'avais soutenu le projet fédéral, car il n'amène pas ou peu de pertes fiscales et offre une bouffée d'air pour l'AVS.

Seriez-vous devenu l'homme de droite du PS genevois? Non, mais je suis un homme de convictions. Sur la réforme cantonale comme fédérale, le PS a tout à gagner d'être partie prenante afin de la modeler. Je me suis battu en commission pour un taux à 14,5% plutôt qu'à 13,99%. Mais entre 13,99% qui limitent la casse et ne pas être dans le compromis, je choisis la première option pour éviter un taux plus bas voulu par la droite. Le jusqu'au-boutisme mène souvent à tout perdre, ce n'est pas ma vision de la responsabilité. Depuis quelques années, Genève a oublié la recherche de consensus. Il faut cesser d'être dans le clivage permanent, les conséquences sont catastrophiques pour les citoyens. ■